

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 42 (1950)
Heft: 2

Artikel: Avant les élections anglaises
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384646>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Avant les élections anglaises

Par Synsoc

I. Cinquante ans d'action syndicale et politique

Au mois de février, les travailleurs anglais fêteront un jubilé tout en livrant une bataille décisive. Le jubilé sera celui du Parti travailliste (Labour party), fondé à Londres en 1900. La bataille, c'est l'élection générale du 23 février 1950.

La signification des deux événements dépasse de loin les limites de la Grande-Bretagne.

Les cinquante années de l'existence du Labour ont montré à tous ce que peut une classe ouvrière courageuse et résolue lorsqu'elle reste unie dans la fidélité à ses organisations et à l'action démocratique. Quant aux élections anglaises, leurs résultats politiques, sociaux et moraux influenceront le sort des forces du travail partout dans le monde.

1900: Le rassemblement des forces ouvrières

C'est à l'initiative du congrès des syndicats britanniques (T. U. C.) que le Parti travailliste a été fondé en 1900.

Il a été créé dans un but éminemment pratique: faire entrer au Parlement le plus grand nombre possible de députés décidés à y défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Avant 1900 déjà, quelques syndicalistes pénétrèrent à la Chambre des communes. Ils étaient généralement élus sous l'étiquette libérale et siégeaient, à Westminster, sur les bancs de ce parti. D'où l'appellation bizarre de « lib-lab » (libéral-labouriste).

Mais les quelques « lib-lab » se perdaient dans la masse des représentants bourgeois. Leur présence était, certes, utile: leur action ne fut jamais très importante. Or, les plus clairvoyants des militants syndicaux sentaient que dans un pays comme l'Angleterre — où la Constitution non écrite veut que le Parlement puisse tout faire, sauf changer un homme en femme — c'est sur le terrain parlementaire qu'allait se livrer la principale bataille pour l'amélioration du sort des travailleurs.

Aussi, en février 1900, une conférence fut convoquée dans une petite salle londonienne sous la présidence de W.-C. Steadman, délégué du Syndicat des constructeurs de chalands. Le Parti travailliste y naquit.

Il rassemblait dans un organisme nouveau les représentants de quatre mouvements différents.

Il y avait, notamment, ceux du Parti travailliste indépendant. C'était un groupement politique qui, depuis quelque temps déjà, avait compris la nécessité d'une action politique ouvrière. Il avait d'excellents cadres: il était dépourvu de troupes.

Il y avait, aussi, ceux de la Fédération socialiste démocratique, le seul groupe politique anglais qui fût jamais marxiste. Le rayonnement de la fédération, après une période brève et glorieuse d'effervescence révolutionnaire, restait assez limité.

Il y avait, encore, les représentants de la Fabian Society, cénacle d'intellectuels audacieux, honnêtes et brillants qui s'étaient attelés à l'étude des plaies du régime et qui y cherchaient des solutions pratiques. Les fabiens étaient, au fond, les héritiers spirituels de cette lignée de réformateurs que l'on a appelé « utopistes ». Ils avaient un respect profond de l'homme, ils croyaient au progrès social, ils avaient de l'intelligence et de l'imagination et leurs études étaient frappées au coin du bon sens et de la compétence technique.

Il y avait, enfin, les représentants des syndicats.

Le syndicalisme moderne s'était rapidement étendu en Grande-Bretagne vers la fin du XIX^e siècle. A côté des syndicats de métier, fermés et limités aux travailleurs qualifiés, un mouvement de masse avait surgi à la suite d'une série de grèves impressionnantes, telles les grèves des dockers de Londres de 1886 et 1889. Il engloba rapidement des centaines de milliers d'ouvriers parmi les plus déshérités et les plus misérables du prolétariat de cette époque.

Ainsi, le Labour party fut enfanté à la fois un peu par les tendances révolutionnaires des socialistes marxistes; bien davantage, par le dynamisme politique des travaillistes indépendants; plus encore, par la vigueur intellectuelle des fabiens; et, par-dessus tout, par l'esprit réaliste et populaire du syndicalisme moderne. Il était teinté, aussi, de socialisme religieux.

Toutes ces forces s'amalgamèrent en un mouvement cohérent et solide, qui plongeait certaines de ses racines dans la vieille tradition progressiste et humaniste anglaise et qui répondait, en même temps, aux nécessités de l'époque moderne.

Les fondateurs de ce mouvement n'avaient, chose curieuse, ni programme politique ni doctrine commune. Leur création était pragmatique. Il fallait que les travailleurs fussent représentés en nombre au Parlement; pour cela, on mettait en route une « machine » politique. Mais l'on n'étiquetait pas autrement le nouveau-né et l'on n'avait pas l'ambition — en voyait-on seulement l'utilité? — de tracer les lignes générales de l'évolution sociale.

On a pu ainsi réunir dans le nouveau parti, ou autour de celui-ci, de nombreuses personnalités dont la force de caractère ou les qualités intellectuelles devaient tant contribuer à transformer la face de l'Angleterre. Des ouvriers et des syndicalistes comme Keir Hardie, Ben Tillett, Arthur Henderson, Philip Snowden; des intellectuels de la trempe de William Morris, Sydney et Beatrice Webb, George-Bernard Shaw et M.-G. Wells; des journalistes comme Blatchford, avec son « Clarion »; des tacticiens politiques comme

Ramsay MacDonald; chacun, à sa façon et en son temps, a aidé à faire du nouveau parti un élément dominant de la vie politique britannique.

Les syndicats et l'évolution du Labour

Mais, au cours de toute l'histoire demi-centenaire du Labour, c'est l'influence des syndicats qui a été prépondérante.

Les trade-unions apportaient — et apportent encore — au parti la grosse masse des ressources financières et des votes lors des élections et des congrès. Francis Williams, un des historiens du mouvement, l'écrit sans ambages: « A tous les échelons, dit-il, le dernier mot reste aux syndicats, car ce sont les syndicats qui commandent la majorité des votes. »¹

Ce sont les organisations ouvrières qui fournissent au mouvement politique la plupart de ses dirigeants et une bonne partie de ses cadres. La tradition s'en était établie déjà avant la fondation du Labour party: les premiers députés ouvriers mineurs entrèrent au Parlement dès 1874.

Dans ce pays où, pendant longtemps, la politique fut l'apanage des fils cadets des familles nobles ou des enfants de bourgeois passés par les Universités d'Oxford ou de Cambridge, le mouvement syndical a formé un type nouveau d'homme public: des personnalités fortes issues des couches populaires, aguerries à la dure école de la vie prolétarienne, rompues aux luttes ouvrières, formées aux négociations serrées, meneurs de foules, conscients de leurs responsabilités, connaissant de science personnelle les griefs et les aspirations de ceux qui sont la majorité du peuple, compensant par un sens psychologique aigu et par une grande expérience de la vie ce qui peut leur manquer en culture livresque. Leur action sur l'évolution du Parti travailliste et, par la suite, sur celle de l'Angleterre elle-même, devait se montrer décisive.

Ce sont, naturellement, les péripéties de la vie syndicale qui ont marqué les principales étapes de la croissance du Labour.

Le premier incident significatif se produisit en 1901. A la suite d'une grève des cheminots de la compagnie du chemin de fer de Taff Vale, celle-ci assigna le syndicat en dommages-intérêts et le fit condamner. L'affaire stimula l'ardeur de ceux qui voulaient avoir au Parlement un nombre suffisant de députés pour faire triompher une législation garantissant à la classe ouvrière le libre exercice du droit de grève. Elle rallia les syndicats autour du Labour.

¹ Nous empruntons cette citation, ainsi que la plupart des données historiques de cet article, à l'excellent ouvrage de Francis Williams paru chez Odhams Press, Londres, sous le titre de « Fifty Years' March ». Il est à souhaiter qu'un éditeur de langue française publie une adaptation résumée de ce livre à l'intention des lecteurs continentaux.

Un deuxième incident analogue — le cas Osborne — survint en 1908. Une décision judiciaire contesta à la majorité des membres d'un syndicat le droit de décider de l'affiliation collective de tous les membres de celui-ci au Labour party. Ce jugement, à son tour, raffermi la combattivité de ceux qui pensaient que dans un pays comme la Grande-Bretagne les actions syndicales et politiques étaient indissolublement liées.

Une nouvelle étape fut marquée par l'échec de la grève générale de 1926. Le gouvernement conservateur alors au pouvoir fit voter une loi limitant l'activité politique des syndicats. D'après une loi de 1913, votée après l'affaire Osborne, les syndicats dont la majorité des membres en auraient ainsi décidé avaient le droit de prélever sur la cotisation de chacun de leurs membres une affiliation politique, à moins que l'intéressé ne s'y opposât formellement. La loi de 1927 subordonna, par contre, le paiement de la cotisation politique au consentement exprès et écrit de chaque syndiqué. Elle contenait encore d'autres clauses dirigées contre la collaboration politique entre les syndicats et le Labour party. La majorité travailliste issue des élections de 1945 l'abolit purement et simplement.

Mais la transformation du Labour party en un parti socialiste fut surtout déterminée par la crise économique qui s'abattit sur l'Angleterre entre les deux guerres.

Il faut relire, sous la plume de William Beveridge — qui n'est ni syndicaliste ni socialiste — la description de l'immense misère matérielle et morale où étaient tombés les millions d'hommes, de femmes et d'enfants frappés par le chômage². C'est à cette époque que fut définitivement forgée la conscience socialiste du prolétariat anglais. C'est alors que les syndicats et le Parti travailliste ont pleinement compris la nécessité d'un programme constructif de transformation sociale. Il était devenu évident pour tous qu'il n'y avait pas de salut pour les travailleurs anglais hors d'une série de réformes de structure, s'attaquant aux bases mêmes du régime économique et social du pays. L'échec du gouvernement travailliste qui, en 1930, succomba sous les coups des puissances d'argent, confirma les syndicats et le parti dans cette opinion.

L'unité organique du mouvement ouvrier

A travers toute l'histoire du Labour party, l'unité organique du mouvement a été sans cesse maintenue. L'Angleterre ne connaît ni de syndicats chrétiens, ni de syndicats communistes, ni guère de syndicats « neutres ».

Le maintien de l'unité syndicale, d'une part, et de la cohésion entre les syndicats et le parti, d'autre part, n'est pas le résultat d'une conviction théorique. C'est les conséquences d'une situation toute

² Dans un projet de politique de plein emploi publié en 1944.

naturelle: les événements ont prouvé que la moindre rupture de l'unité ouvrière affaiblissait l'action en faveur de l'amélioration du sort des travailleurs. Or, les Anglais n'ont jamais oublié que c'était là l'objectif primordial de leur mouvement.

Cependant, combien de fois, au cours de ces cinquante années, cette unité ne fut-elle pas menacée!

Au cours de la guerre 1914-1918, des divergences de vues radicales opposèrent la majorité du parti, conduite par Arthur Henderson, membre du cabinet de guerre, à Ramsay MacDonald et Philip Snowden, adversaires de la participation gouvernementale et à George Lansbury, pacifiste acharné. Mais aucun d'entre eux ne quitta le parti, aucun ne fut exclu. Car il s'agissait de veiller au bien-être des travailleurs mobilisés; il fallait défendre les ouvriers des usines de munitions; il était grand temps de formuler les revendications à faire valoir par les socialistes au moment de la signature de la paix. Là-dessus, tous étaient d'accord. Et l'unité du mouvement subsista.

Entre les deux guerres, une nouvelle menace de division.

Un leader aussi respecté que Ramsay MacDonald (premier ministre à l'époque) rompit avec le parti en 1930 et, avec Snowden et J.-H. Thomas, prit la tête d'un gouvernement d'« union nationale ». On prédit la fin du mouvement travailliste. Mais les prophètes de malheur en sont pour leur frais. MacDonald n'est pas suivi. Son Parti « travailliste national » est mort-né. Aucun syndicat ne quitte le congrès des trade-unions. La fidélité des travailleurs à leur syndicat et la fidélité des syndicats à leur parti sauvent l'unité et présentent les succès futurs.

D'autres leaders, pour des raisons diverses, abandonnèrent le parti: ils se condamnèrent à l'isolement politique.

Sir Oswald Mosley s'en fut fonder le mouvement fasciste anglais. Lamentable échec.

James Maxton a désaffilié du Labour party le vieux Parti travailliste indépendant. Ce dernier aura, au moment de la mort de son chef, deux députés à la Chambre des communes et se dissout peu de temps après.

Sir Stafford Cripps rompit à un moment donné avec le parti. Il y revient, peu après, pour y jouer le rôle éminent que l'on sait.

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que la division communiste n'ait eu que peu de succès en Angleterre?

Cette unité organique dans l'action n'a jamais empêché une très grande diversité d'opinions et d'idées. Au contraire. Il est probable qu'une tolérance moins grande aurait compromis l'unité du mouvement.

Les Anglais ont depuis longtemps appris à tolérer la plus large liberté de discussion. Les idées les plus déconcertantes ont droit de cité. Ce peuple a compris, après des leçons qu'il a payées très cher,

la valeur historique des utopies, des hérésies. Il admet l'objection de conscience. Il est arrivé à accorder une grande tolérance religieuse à toutes les sectes et à toutes les chapelles. Par ailleurs, les quakers et la coopération, les suffragettes et le scoutisme ne sont-ce pas autant d'utopies britanniques devenues réalité?

Ce climat de tolérance intellectuelle a pénétré dans une large mesure le mouvement travailliste. Pendant cinquante ans, révolutionnaires et réformistes, syndicalistes et hommes politiques, croyants et athées, marxistes et « utopistes », doctrinaires et pragmatiques, pacifistes intégraux et partisans de la défense nationale ont travaillé côte à côte dans ce mouvement. Chacun pouvait différer de l'autre sur un point déterminée, mais il était d'accord sur le reste, et cela lui suffisait pour l'action commune. Et, d'instinct, la masse des travailleurs anglais n'a jamais admis qu'une question de doctrine, de personne ou de tactique pût mettre en péril l'unité du syndicalisme anglais ou de son parti politique.

Le résultat a été la victoire du Labour en 1945, l'entrée à la Chambre des communes d'une majorité massive de 393 députés travaillistes et l'action du gouvernement Attlee, soutenu par plus de dix millions d'électeurs et par plus de huit millions de syndiqués.

Les résultats

L'élection à la Chambre des communes, en été 1945, d'une majorité de députés travaillistes, couronna de succès, après quarante-cinq ans de lutte, les espoirs des fondateurs de 1900. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste homogène marqua une étape décisive dans la vie du peuple anglais.

La résistance anglaise au cours de la guerre, élément déterminant de la victoire alliée (on oublie parfois qu'entre la chute de la France et de la Grèce et l'entrée en guerre des États-Unis et de l'U. R. S. S., la Grande-Bretagne fut seule à tenir tête victorieusement à l'assaut hitlérien) eût été impossible sans la participation totale des travailleurs et de leurs syndicats. Et les circonstances économiques nées de la guerre, ainsi que les principes les plus élémentaires de l'égalité devant le sacrifice exigé de la nation ont été à l'origine d'une série de mesures qui ont profondément transformé la vie quotidienne anglaise.

Le rationnement alimentaire, la direction de l'économie, la mobilisation de tous les hommes et de toutes les femmes valides, l'augmentation des salaires et la réduction des profits capitalistes, la participation des syndicats à toutes les décisions importantes, les responsabilités écrasantes assumées avec succès par d'anciens travailleurs, tels que Herbert Morrison, ministre de l'intérieur et de la sécurité, et Ernest Bevin, ministre du travail et du service national — autant d'événements qui prouvèrent à chacun qu'une organisation plus juste et plus efficace de l'effort national était

possible. D'autant plus que, dans l'ensemble, les libertés essentielles furent parfaitement sauvegardées.

Après des siècles de luttes politiques et de régime parlementaire, les Anglais sont arrivés à une maturité politique exceptionnelle. Et alors que le canon tonnait encore aux quatre coins du monde — et chez eux — ils se rendirent compte des difficultés qu'allait susciter la période d'après-guerre.

Ces difficultés allaient être de trois ordres.

A l'intérieur, la position de l'Angleterre devait changer du tout au tout. Les investissements britanniques à l'étranger avaient été sacrifiés aux nécessités impérieuses du combat pour la liberté. D'une nation créditrice, la Grande-Bretagne était devenue une nation débitrice. Un peuple rentier s'était transformé en peuple prolétaire. La reconstruction du pays, le service des dettes de guerre, les achats indispensables de matières premières et de produits alimentaires pour cette île surpeuplée allaient exiger des Anglais un effort extraordinaire et des sacrifices considérables.

Au sein de l'Empire, la position de la mère-patrie s'était modifiée. Les dominions « blancs » s'étaient industrialisés et avaient acquis une indépendance entière. Les anciennes « colonies » aspiraient à l'émancipation. Les conquêtes japonaises, tout éphémères qu'elles étaient, avaient donné une substance à la revendication de l'« Asie aux Asiatiques ». L'Empire se trouvait devant un dilemme : se transformer ou s'effriter.

Dans le monde, l'Angleterre cessait d'être l'arbitre de l'équilibre des forces. L'affaiblissement de la France, l'écrasement de l'Allemagne et du Japon, l'anarchie régnant en Chine, laissaient la Grande-Bretagne seule en présence des deux colosses, les deux véritables vainqueurs de la guerre : l'Union soviétique et les Etats-Unis. Comment, dans ces conditions, maintenir dans le monde l'équilibre nécessaire à la paix ?

En bref, la question se posait ainsi : Pour faire face à toutes ces difficultés, fallait-il revenir à la liberté économique totale à l'intérieur, à la politique de la force au sein de l'Empire et à la politique des alliances ? Ou bien fallait-il, courageusement, bander tous les efforts et toutes les disciplines pour gagner la paix comme on avait gagné la guerre ?

Se souvenant du chômage et de l'injustice sociale, de l'emprisonnement de Gandhi et de Nehru, des abdications d'Ethiopie, d'Espagne et de Munich, la majorité du peuple anglais répondit en portant au pouvoir une majorité travailliste.

A-t-elle eu à s'en repentir.

En cinq ans, une révolution pacifique transforma l'Angleterre et réforma l'Empire en une association de peuples libres.

Le maintien du rationnement et des repas scolaires et d'usine ont assuré une alimentation saine et suffisante à l'ensemble de la nation.

Jamais la mortalité infantile n'a été aussi basse. Jamais le niveau moyen de la santé populaire n'a été aussi élevé.

Une fiscalité progressive et les subsides aux produits de première nécessité ont nivelé les revenus. Les grosses fortunes et les dépenses ostentatoires sont en régression. Le revenu moyen de la majorité des Anglais s'est établi à un niveau supérieur à celui d'avant la guerre.

La nationalisation des industries de base, le contrôle de l'économie et du commerce extérieur, servant de fondement à une politique de plein emploi, ont porté leurs fruits. Le chômage a été réduit de plus de deux tiers en comparaison de la moyenne de l'entre-deux-guerres. La production nationale a sensiblement augmenté, ainsi que les exportations.

La collaboration librement consentie entre le gouvernement et les syndicats garantit la paix sociale et l'allure de la production industrielle. Le nombre de grèves est insignifiant. La productivité s'améliore.

Le programme des priorités dans la construction interdit l'édification d'immeubles de luxe et favorise la multiplication d'appartements et de maisons à loyer réduit. Il n'est pas de pays ravagé par la guerre où un nombre de familles aussi considérable aient été relogées en aussi peu de temps et dans des conditions aussi favorables qu'en Angleterre.

La socialisation de la médecine a mis à la disposition de tous, gratuitement, les hôpitaux les plus modernes, les médecins les plus expérimentés, les médicaments les plus efficaces. Pour une famille anglaise, la maladie ne signifie plus la pauvreté ou l'endettement.

L'accession aux postes dirigeants de l'Etat et de l'économie d'hommes et de femmes issus de la classe ouvrière, la prolongation de la durée de l'obligation scolaire, la démocratisation partielle de l'enseignement et les réformes telles que, par exemple, la suppression de la redevance prohibitive de reprise des cabinets médicaux, ont ouvert des perspectives nouvelles aux enfants des travailleurs. Elles annoncent la fin des privilèges d'une caste sociale.

La réduction des pouvoirs de la Chambre des lords et la fin des dernières inégalités de suffrage pour l'élection de la Chambre des communes réduisent les dernières survivances politiques des régimes féodal et censitaire.

L'émancipation pacifique de l'Inde, du Pakistan et du Ceylan a maintenu ces pays — qui se sont librement prononcés à ce sujet — au sein du Commonwealth. La démarcation progressive et le développement économique des colonies anglaises d'Afrique préparent la population de celles-ci à une vie autonome.

Tel est l'actif du bilan.

Cet actif explique les deux manifestations remarquables de la vie anglaise d'après-guerre: le redressement économique étonnant et la

fidélité de la majorité de la population au gouvernement travailliste. Les indices économiques et les résultats des élections complémentaires sont sans réplique.

L'enjeu de la bataille

Mais les résultats des deux guerres mondiales ne s'effacent pas en un tournemain. Une révolution de l'ampleur de celle qui a été entreprise en Angleterre ne s'achève pas en un lustre. Quelle que soit l'œuvre accomplie, les tâches à venir sont considérables.

La fin, relativement proche, de l'aide américaine, exige la poursuite et même l'accélération de l'effort de redressement économique. De très nombreuses familles n'ont pas encore été relogées. Si la classe ouvrière, dans son ensemble, a vu sa situation s'améliorer, toutes les classes moyennes n'ont pas encore trouvé la possibilité de se réadapter aux conditions nouvelles. Certaines industries de base et celles des grandes propriétés agraires qui restent improductives devraient être nationalisées. Au sein des industries déjà nationalisées, il faut trouver des formules nouvelles de collaboration entre le personnel dirigeant et la masse des travailleurs. Il faut pousser plus loin la démocratisation de l'enseignement des cadres diplomatiques et de l'administration. Il faut, surtout, trouver le moyen de poursuivre une politique de collaboration internationale qui mette la Grande-Bretagne à la fois à l'abri du chantage soviétique par la pression communiste en Asie et qui sauvegarde les conquêtes sociales du peuple anglais contre les tendances de certains Américains — et de certains Européens — qui voudraient voir l'économie européenne s'« unifier » sous le signe de la « libre entreprise » et de la « libre concurrence », génératrices du chômage et des inégalités sociales scandaleuses.

C'est l'enjeu de la bataille que livrent actuellement le Labour party et les syndicats britanniques.

Un rédacteur de la *Gazette de Lausanne* a très clairement résumé la situation en écrivant, le 12 janvier :

On saura dans six semaines s'il se trouve assez d'Anglais las des tracasseries de l'Etat pour minoriser ceux qui sont reconnaissants à cet Etat d'avoir amélioré leur situation.

Car ce qui apparaît aux uns comme une « tracasserie » signifie pour les autres plus de sécurité, une meilleure santé, de meilleurs logements, un meilleur sort réservé à leurs enfants et plus de justice et de sécurité.

Le même rédacteur de la *Gazette de Lausanne* ajoute :

Selon que les socialistes anglais seront vainqueurs ou vaincus le 23 février, les socialistes du continent en sortiront fortifiés ou affaiblis.

Le journaliste aurait pu écrire, au lieu de « les socialistes du continent », « les travailleurs du continent ». Car il est au moins deux régions dans le monde, en dehors de l'Europe, où un changement de régime en Grande-Bretagne aurait des conséquences considérables.

En Asie, l'Angleterre continue à jouir d'un très grand prestige. L'exemple du redressement britannique, effectué avec le concours des syndicats, en pleine liberté politique et sous le signe de l'économie planifiée, peut être d'une influence décisive sur les nouveaux Etats d'Asie.

D'autre part, c'est vers l'exemple anglais que les progressistes et les syndicalistes d'Amérique tournent leurs regards dans la lutte contre le chômage et pour la sécurité sociale. Walter Reuther, président du Syndicat des travailleurs de l'industrie automobile affilié au C. I. O. et l'un des leaders les plus écoutés du mouvement syndical américain, a souligné, lors de son récent séjour à Londres, que le succès de l'expérience anglaise déterminerait, en grande partie, le succès des forces démocratiques aux Etats-Unis. Or, est-il besoin d'insister pour montrer toute l'importance, pour l'économie et pour l'évolution politique mondiale, de la victoire des éléments progressistes dans le pays le plus puissant du monde?

Nous nous arrêterons là. Rien n'est plus hasardeux que le jeu des pronostics électoraux. Le résultat des élections ne dépend pas seulement des mérites intrinsèques du Labour. Il dépend aussi de la participation électorale, de la vigueur de la propagande des uns et des autres, des petites déceptions inévitables engendrées par une période gouvernementale de cinq ans, des incidents de la dernière heure.

Si les travaillistes perdaient le pouvoir, leur œuvre ne serait pas perdue. Les transformations sociales qu'ils ont réalisées ne sont pas de celles que l'on abolit d'un trait de plume. Mais le progrès du rétablissement britannique serait forcément ralenti par un renversement de la vapeur. Et cela, les travailleurs de tous les pays auraient à le regretter amèrement.

Convention des employés

A Zurich, le 30 octobre dernier, a été passée une convention sur les conditions de travail des employés. L'Union suisse du commerce et de l'industrie, l'Union centrale des associations patronales et l'Union suisse des arts et métiers, pour les employeurs, la Société suisse des commerçants et la Société suisse des contremaîtres, pour les travailleurs, ont signé cet important document. Ainsi prend fin une regrettable et longue période sans convention d'ensemble pour les employés, dont les effets dissolvants se ressentaient jusque dans les travaux des commissions d'experts s'occupant de formuler une